
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLVI.

Du Jeudi 10 Décembre 1789.

Si quelque chose peut assurer la révolution, c'est sans doute cet esprit public & cet amour de la liberté qui se manifestent tous les jours dans toutes les parties du royaume. La ville d'Yvetot en Normandie renonce à tous les privilèges dont jouissoit de temps immémorial cette principauté; la ville d'Albi improuve toute délibération tendante à affaiblir tout respect dû aux décrets de l'assemblée, & qui pourroit en éluder l'exécution.

Quimper se glorifie à juste titre d'être la première ville du royaume qui, le 13 novembre 1788, ait offert à l'état un don patriotique; qui, le 2 octobre dernier, ait donné l'exemple de faire hommage à la nation de ses boucles, bijoux en or & en argent, & qui a vu dans son sein les premiers gentilhommes bretons joindre leurs offres patriotiques à celles des communes, & se déclarer ouvertement pour les décrets de l'assemblée nationale.

Une adresse de la garde nationale de Strasbourg, détruit les soupçons qu'on avoit voulu jeter sur son patriotisme; elle annonce son dévouement absolu pour l'exécution de tous les décrets de l'assemblée; & l'adresse de la garde nationale a été suivie d'un don patriotique des officiers & des membres de la commune, de leurs boucles

Tome V.

F

d'argent. L'assemblée recevant avec satisfaction ce témoignage de patriotisme, les a autorisés à les déposer à l'hôtel des monnoies de Strasbourg, à la charge de verser le produit de la fonte dans la caisse des contributions patriotiques.

La ville de Lase a pris les mesures les plus actives pour arrêter les dévastations considérables, qui se font dans les bois de son chapitre. La communauté de Châreau-Neuf d'Isère, en Dauphiné, a juré d'être inviolablement attachée à la constitution françoise; adhère aux décrets, notamment à la contribution patriotique, quoique la rigueur du dernier hiver ait fait périr les arbres de son territoire; proteste contre l'assemblée de la province, qui ne seroit pas légalement convoquée, & contre tout ce qui pourroit être fait de contraire aux décrets nationaux, sanctionnés par le roi.

Le définitif général de l'ordre de la Trinité & deux religieux offrent à la nation l'abandon des biens du monastère de Montpellier, qu'ils évaluent à cent mille livres, s'en rapportant pour leur subsistance à la justice de l'assemblée.

En attendant que ce que l'on appelloit le haut-clergé adhère au fameux décret du 2 novembre, les pasteurs les plus utiles s'empresrent d'en reconnoître la justice. De ce nombre sont trente-cinq curés du diocèse de Mâcon, qui déclarent dans leur adresse, que leur empressement sera toujours sans bornes, lorsqu'il s'agira d'inspirer à leurs paroissiens la plus entière confiance & le plus parfait dévouement à la sagesse des loix qui émanent de l'assemblée.

La ville de Castres adhère à la contribution patriotique; & celle de Carcassonne, en s'engageant à faire exécuter les décrets, déclare qu'elle regarde comme ennemis du bien public, traîtres à la nation & au roi, tous ceux qui élèvent contre la validité de ces décrets.

La ville de Joffelin en Bretagne, accompagne son adhésion d'un don de 4125 liv.

Les habitans de Lesneven, dans la même province, viennent de faire don de leurs boucles, & annoncent que leurs femmes se dépouillent à l'envi de tous leurs bijoux en or, & de leurs diamans.

Les religieux grands carmes, minimes & cordeliers de Lyon, déclarent qu'ils s'empresseront de se rendre utiles.

M. le président a fait lecture d'une adresse de la ville de Melun, qui a établi un bureau pour les dons patriotiques; cette adresse, qui mérite d'être distinguée par l'énergie des sentimens qu'elle renferme, a été applaudie, comme l'avoit été celle que la ville de Nantes avoit déjà envoyée à l'assemblée nationale.

Comme l'affaire du parlement de Rennes n'est pas finie, & que l'on attend le résultat des lettres de jussion, nous con-
signons ici l'adresse des Nantois.

« C'est avec autant de surprise que d'indignation, que la ville de Nantes a appris que la chambre des vacations du parlement de Bretagne a poussé la témérité jusqu'au point de méconnoître l'autorité de l'assemblée nationale, & celle du roi, en refusant d'enregistrer le décret sanctionné par sa majesté, qui ordonne à cette cour de prolonger ses vacances.

« Des magistrats, qui par état sont établis pour faire respecter les loix, seront donc les premiers transgresseurs; ils donneront donc aux peuples qu'ils devoient guider, l'exemple d'une désobéissance aussi étrange que dangereuse? N'auroient-elles donc, ces cours de judicature, réclamé les anciens états-généraux, que dans la coupable espérance que cette assemblée consacrerait d'anciens privilèges, extorqués dans des siècles où l'on insultoit à la dignité de l'homme? N'auroient-elles formé la prétention inouïe de lever un tribunal supérieur à la nation même? Non, non cette nation, aussi brave qu'éclairée, s'est ressaisie de ses an-
ni-

ques droits ; & son contrat social depuis si long-temps égaré , vient de se retrouver sous le débris de l'édifice féodal ?

» C'est à l'assemblée nationale que nous devons le plus précieux des tous les biens , la liberté. C'est à ses pénibles travaux , c'est à ses lumières bienfaisantes , c'est à son courage inébranlable , c'est enfin à son union avec le meilleur des rois , que l'empire françois est redevable de son salut.

» Que tout bon françois s'empresse de se rallier à cette auguste assemblée , qu'il repousse avec cette énergie naturelle aux hommes libres , les nouveaux effets du despotisme aristocratique ; que les ennemis publics sentent donc que s'il est malheureusement trop facile de prolonger l'esclavage d'un peuple , il est impossible de l'enchaîner de nouveau , lorsqu'une fois il a brisé ses fers , & qu'il s'est placé courageusement au rang des nations libres.

L'homme qui s'est élevé à la hauteur de la liberté , périra plutôt que d'en descendre.

« Ils ne sont plus , ces temps désastreux d'un régime oppresseur pour les Bretons ; nous ne verrons plus cette classe privilégiée tirer une ligne de démarcation humiliante entre elle & la nation. Non , nous ne verrons plus un homme enorgueilli du hasard de la naissance , se présenter hardiment pour être juge , & sans autres privilèges que ses titres & sa fortune , prétendre avoir le droit exclusif de posséder les premières places de magistrature de la province , tandis que le mérite modeste & plébéien frappoit inutilement à la porte du sanctuaire des loix. Nos vrais tuteurs bretons ne seront plus ceux que leur noblesse & leur or , ont placé sur les fleurs de lys , mais ceux que vous choisirez librement dans vos assemblées , sans distinction d'ordre & de classes. Alors on verra l'homme , dans quelque état qu'il soit né , recevoir de vos mains impartiales la récompense de ses vertus & le prix de ses talens. Alors , alors seulement ,

vous aurez vraiment une patrie, & vous pourrez être fiers d'être français.

« Si contre tout espoir, le parlement de Bretagne persistoit dans son insubordination, la ville de Nantes se croiroit obligée de ne plus le reconnoître, & demanderoit à l'assemblée nationale & au roi, provisoirement, le droit de juger en dernier ressort, pour tous les tribunaux royaux de la province.

« La ville de Nantes se hâte d'offrir un nouvel hommage de sa reconnaissance aux représentans de la nation, & une nouvelle protestation de sa soumission à ses décrets, elle désavoue hautement la démarche incendiaire du parlement de Bretagne, & fait le serment d'employer tout ce que ses généreux habitans ont de fortune & de courage, pour maintenir les décrets de l'assemblée nationale.

» Fait & arrêté en l'hôtel-de-ville de Nantes, le 29 novembre 1789, le bureau municipal & le comité permanent y séans ».

Signés, Legra aîné, échevin; de Wegan, maire; F. Rossière, échevin; Comier, échevin; Dubern, échevin; Duval; Varfavaux de Cheulie, échevin, député suppléant; Drouin; Deparcen, Bridon, J. Chancaulme; Lebas, chevalier de Saint-Louis, lieutenant de maréchaussée; Soullou, Lambert.

La réclamation du duc des Deux-Ponts a été renvoyée au comité des droits féodaux, pour être rapportée incessamment.

M. Dupont de Nemours prenant la parole au nom de la nouvelle commission des finances, a dit qu'elle ne perdoit pas un moment pour examiner le plan de M. de la Borde, & en conférer avec le ministre des finances & les administrateurs de la caisse d'escompte; qu'il étoit impossible à la commission de faire un rapport ni un commencement de rapport, dont il a demandé l'ajournement, & qui a été accordé.

M. le président a lu ensuite la liste de vingt-quatre

députés que l'assemblée a envoyés vers la reine pour lui témoigner la part qu'elle prend à la perte qu'elle vient de faire.

M. l'archevêque d'Aix est à la tête de la députation.

M. Rabaud de Saint-Etienne a dit en qualité de membre de la constitution, qu'après avoir surmonté les difficultés que présentient les localités dans la division des départemens, il étoit utile, pour concilier toutes les prétentions, de laisser la liberté de ne pas fixer tous les chefs-lieux dans la même ville, & que la méthode d'alterner pourroit être proposable.

« Les villes capitales, a-t-il dit, en absorbant un grand nombre de citoyens, acquièrent de l'influence; de-là les privilèges & une sorte de despotisme sur les campagnes. Vous avez cependant voulu favoriser ces dernières, en rapprochant d'elles les diverses parties de l'administration. L'alternation des départemens dans plusieurs villes seroit un moyen aussi sûr que facile. On oppose le transport des archives comme un obstacle, mais les progrès de l'imprimerie donneront les moyens d'avoir plusieurs dépôts des délibérations & autres pièces de l'administration publique. Le comité demande que vous décrétiez :

» 1°. Que les établissemens, dans un département, ne seront pas nécessairement dans le même lieu.

» 2°. Que les administrations de département pourront alterner dans les villes désignées : qu'en conséquence le comité de constitution, & les membres qui lui sont adjoints, puissent, d'après les lumières qui leur seront fournies par MM. les députés, déterminer les chefs-lieux des établissemens, & les établir dans des lieux dignes de l'alternation, sauf à soumettre le tout au jugement de l'assemblée. »

M. Target appuyoit cette opinion, comme étant nécessaire pour établir les divisions du royaume.

M. le vicomte de Mirabeau a demandé ensuite de

faire alterner l'assemblée nationale dans tous les départemens.

M. Mongin de Roquefort a insisté, au nom de ses commettans, pour l'alternation des départemens ; il disoit que c'étoit entretenir le mécontentement & la division entre les villes ; que de concentrer dans une seule les différens pouvoirs, & qu'il valoit mieux propager dans toutes les villes & bourgs du même département, l'unité de vues & d'intérêts qui répandront par-tout l'émulation & la richesse.

M. Malouet pensoit que si les villes sont des inconvéniens nécessaires dans un grand royaume, il est du devoir de la législation d'atténuer ces mêmes inconvéniens.

» Les municipalités de quelques grandes villes, a-t-il dit, affectent dans ce moment une espèce de suprématie & de juridiction sur les autres municipalités ; vous concevez de quelles espérances sont de pareilles prétentions.

Je vous proposerai un article portant que chaque municipalité ne peut & ne doit se mêler de la haute police, que conformément & en exécution des décrets de l'assemblée nationale, & que sa juridiction ne peut s'étendre hors de sa banlieue. »

On a rappelé M. Malouet à la question, & il a conclu qu'une ville ne doit pas absorber les autres villes de la province.

M. Pison du Galand & autres membres, ont proposé plusieurs amendemens.

M. Dumé d'Agier a demandé la liberté de faire alterner les départemens, & d'ordonner que les villes qui auront des évêchés & des justices supérieures, ne puissent jamais entrer en concurrence. Cette opinion sévère n'a pas trouvé des partisans.

M. la Reyre de Tartas a demandé la question préalable sur tous les amendemens ; elle a été adoptée ; & la motion de M. Rabaud de Saint-Etienne a été entièrement adoptée.

Alors M. le vicomte de Mirabeau a demandé qu'on délibérât sur son amendement, tendant à faire alterner l'assemblée nationale dans chaque département, comme si l'assemblée législative ne devoit pas être naturellement placée dans le centre des lumières & du royaume, au lieu de devenir ambulatoire comme les anciens tribunaux de justice. L'assemblée a réclamé l'ordre du jour, & la motion de M. le vicomte de Mirabeau a été ajournée.

M. Target a lu le premier article qui a été décrété aussitôt. Il établit un ministère public pour l'administration, semblable à celui qui existe dans l'ordre judiciaire, avec cette différence, qu'il est électif.

Voici l'article :

« En chaque administration de département il y aura un procureur-général syndic, & dans chaque administration de district, il y aura un procureur syndic. Ils seront élus au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages, en même temps que les membres des administrations, & par les mêmes électeurs ».

L'article qui suit traite de la durée du pouvoir du procureur syndic. Le comité avoit pensé que l'administrateur chargé de suivre les affaires, devoit demeurer pendant quatre années en place, & qu'après ce terme, il pouvoit être changé, mais qu'on devoit aussi se réserver la faculté de le réélire. Voici l'article proposé par le comité :

« Le procureur-général syndic de département & le procureur syndic des districts seront quatre ans en place, & pourront être réélus de quatre ans en quatre ans, mais toujours par une nouvelle élection ».

Selon M. de Virieux, la faculté de réélire le même procureur syndic, étoit lui donner une autorité dangereuse, en ce qu'elle pouvoit devenir perpétuelle. Il falloit qu'il ne pût être continué qu'après un intervalle de deux années. M. Reubell croyoit au contraire que l'on ne trouveroit jamais de procureur syndic attaché aux affaires d'une province »

s'il ne pouvoit pas mettre une certaine suite dans les travaux.

M. le comte de Crillon observoit que les directeurs seroient seuls chargés des affaires , & que le procureur syndic n'y auroit qu'une voix ; que l'administration est une science qui demande des travaux suivis & exclusifs ; que le scrutin excluroit le procureur syndic , dangereux ou suspect , de même qu'il conserveroit celui qui seroit utile.

Selon M. Boissi Danglas , il étoit dangereux de permettre la réélection du procureur syndic , qui pourroit ainsi devenir héréditaire , comme il est arrivé aux états de Languedoc , où les syndics furent d'abord pour un temps limité.

M. de la Rochefoucault adoptoit l'article avec un amendement fort sage ; il proposoit que le procureur-syndic fût d'abord élu pour deux ans ; qu'il fût ensuite réélu pour deux autres années , à la simple majorité ; qu'après les quatre années , on exigeât les deux tiers des électeurs , & après six ans , les trois quarts : en effet , par ce moyen , il n'y auroit que les grandes vertus & les talens réels qui auroient pu prétendre à obtenir la continuation du pouvoir , & à ce prix , la réélection du même sujet n'est qu'un acte de justice de la part des électeurs , & qu'un véritable bienfait pour le département.

« S'il faut des travaux particuliers , disoit M. de Traci , pour se dévouer aux places de procureur-syndic , il faut aussi le juste espoir d'être continué ; ainsi , il ne faut pas l'exclure de la faculté d'être réélu , si les citoyens sont contens de son service ».

« Nous sommes d'une espèce un peu moutonnière , répondoit M. Dumé Dagier , & nous donnons nos suffrages à une personne , parce que d'autres les lui donnent aussi. Il faut convenir que l'on continue souvent dans les places des hommes dont on est cependant mécontent , & cela pour des considérations particulières ; je voudrois que l'on dit , que le procureur syndic ne pourra être continué que pendant autres quatre années.

Alors, sur la motion de M. Dumé d'Agier, l'assemblée a décrété ce qui suit :

» Les procureurs-généraux syndics, & les procureurs syndics seront nommés pour 4 ans ; ils pourront être réélus pour 4 autres années ; après lequel temps, ils ne pourront être élus de nouveau qu'après quatre ans d'intervalle. »

Un curé a dit qu'il falloit nommer un substitut pour n'être pas privé du procureur syndic en cas d'absence ou de maladie, & M. Target proposoit que le procureur syndic nominât son substitut.

Mais le droit d'élection n'est-il pas incommunicable & incessible ? N'est-il pas vrai, qu'en principe ce droit ne doit jamais être livré au pouvoir ? Aussi M. Thouret a demandé que le substitut fût nommé par les mêmes électeurs.

M. de la Jaqueminière a demandé alors, ainsi que M. Target, que l'élection de procureur de la commune & de son substitut, se fit alternativement, de manière que chacun d'eux connût la suite des affaires.

On alloit mettre aux voix la question de savoir s'il y auroit des substituts, lorsque M. de Fumel a proposé que les membres de l'administration, en nommant les membres du directoire, nommeront celui des membres qui doit remplacer, en cas de maladie ou autre empêchement, le procureur-général-syndic.

On est allé aux voix, & cette motion a été décrétée en ces termes :

» Les membres des administrations du département & de district, en nommant les membres du directoire, choisiront & désigneront celui des membres du directoire qui devra remplacer momentanément les procureurs généraux syndics, & procureurs syndics des districts. »

Un autre article a été proposé par le comité en ces termes :

» Les procureurs généraux & les procureurs syndics assisteront aux assemblées générales de l'administration. Il ne

pourra y être fait aucun rapport, sans qu'ils en aient eu communication, ni être pris aucune délibération sur les rapports, sans qu'ils aient été entendus. Ils seront chargés de la suite des affaires; mais n'auront, ni dans les assemblées générales, ni dans le directoire, aucune voix délibérative, mais simplement voix consultative.

C'est à cette dernière rédaction, que les observations de M. de Virieux ont réduit cet article, relativement à la privation de la voix délibérative. M. de Virieux craignoit, avec raison, que le ministère public de l'administration n'y exerçât trop d'influence, en joignant à son pouvoir la voix délibérative, & ses observations ont été adoptées, en décrétant l'article tel qu'on vient de le rapporter.

Un autre objet plus important & qui exigeoit plus d'attention, a été mis aux débats; il s'agissoit de savoir si l'on adopteroit le scrutin individuel, ou celui de liste double, pour l'élection des députés à l'assemblée nationale?

« Il faut nommer à la fois tous les députés de chaque département; autrement les cabales & les intrigues auront des succès infaillibles, si on les nomme au scrutin individuel. »

« Vous avez adopté, disoit M. de la Rochefoucault, le scrutin de liste double pour déjouer l'intrigue; il faut donc adopter pour les députés à l'assemblée nationale, les mêmes formes que vous avez déjà adoptées pour les autres; car l'intrigue sera bien plus puissante, quand il s'agira d'un plus grand intérêt. »

M. Reubell disoit qu'avec les scrutins de liste double, les cabales feroient les députés, comme nous en voyons, disoit-il, des exemples sous les yeux.

M. Desmeuniers a fait sentir la nécessité du scrutin individuel, en ce qu'il est moins imparfait, qu'il a été déjà adopté pour les places de maire & de procureur de la commune, & qu'une considération morale s'opposoit à ce

qu'un homme pût se proposer à l'assemblée nationale , seulement avec vingt voix ; ce qui étoit possible par la forme des scrutins à liste double.

M. Target a développé les mêmes moyens ; c'est en vain que M. de Crillon & M. Duport ont insisté pour que la forme des listes doubles fût reçue , ne s'agissant pas de places uniques , ni par conséquent de scrutin individuelle.

On est allé aux voix , & l'assemblée a décrété l'article suivant :

» Quant aux membres de l'assemblée nationale , ils seront toujours élus au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages. Si les deux premiers scrutins ne la donnent pas , il sera procédé à un troisième , dans lequel le choix ne pourra se faire qu'entre les deux qui auront eu le plus de suffrages au scrutin précédent.

On a passé à l'ordre de deux heures. Une lettre de M. le garde-des-sceaux relative à l'interprétation de la nouvelle loi criminelle , a été renvoyée au comité des sept. L'affaire de Nérac , concernant la classe si intéressante des pauvres , a été ajournée à ce soir.

L'affaire concernant les impositions de la Bretagne & le renouvellement de la régie des devoirs , a été rapportée avec beaucoup de précision par M. le Chapellier. Il a reveillé dans tous les cœurs la haine des privilèges odieux , en rapportant que les gens riches des villes de Bretagne s'étoient fait dispenser de certains droits sur les boissons , qui écrasoient le pauvre peuple. Il existoit , jusqu'à ce jour , dans le bail des devoirs , une clause qui donnoit aux riches leau-de-vie à 2 livres 10 sols , tandis que l'indigent devoit la payer 3 livres 10 sols..... Cette affaire a été renvoyée au comité des finances pour être rapportée incessamment.

On souscrit , à Paris , chez Cussac , Libraire , au Palais-Royal , N^{os} 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.